

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

SVENSKA HANDELSBANKEN AB

Société anonyme à responsabilité limitée au capital de 3 013 000 000 couronnes suédoises (SEK).
Siège social : 10670 Stockholm (Suède).

I. — Bilan consolidé du groupe au 31 décembre 2016.

(En millions de SEK.)

Actif	Notes	2016	2015
Caisse et avoirs auprès des banques centrales		199 362	202 630
Autres prêts aux banques centrales	Note G14	25 527	34 118
Titres productifs d'intérêts éligibles comme garanties auprès de banques centrales	Note G17	97 205	74 777
Prêts à d'autres établissements de crédit	Note G15	31 347	49 656
Crédits à la clientèle	Note G16	1 963 622	1 866 467
Variation de valeur de la couverture de risque de taux dans la couverture d'exposition du portefeuille		35	27
Obligations et autres titres productifs d'intérêts	Note G17	63 909	44 513
Actions	Note G18	20 412	30 387
Participations dans des sociétés associées	Note G19	255	245
Éléments d'actif, dont le risque de variation de valeur est supporté par le seul souscripteur	Note G20	118 646	105 146
Instruments dérivés	Note G22	82 633	85 347
Actifs de réassurance		9	10
Immobilisations incorporelles	Note G24	9 393	8 254
Immobilisations corporelles	Note G25	2 387	2 348
Actifs d'impôts exigibles		38	143
Actifs d'impôts différés	Note G34	962	1 489
Actifs disponibles à la vente		1	1 442
Autres actifs	Note G26	5 615	8 887
Charges payées d'avance et produits à recevoir	Note G27	6 222	6 247
Total actif	Note G26	2 627 580	2 522 133

Passif et capitaux propres	Notes	2016	2015
Dettes envers les établissements de crédit	Note G28	178 781	163 770
Dépôts et emprunts auprès du public	Note G29	829 336	753 855
Éléments de passif dont le risque de variation de valeur est supporté par le seul souscripteur	Note G30	118 745	105 225
Titres émis	Note G31	1 261 765	1 245 367
Instruments dérivés	Note G22	31 738	40 592
Positions courtes	Note G32	1 572	2 416
Passifs d'assurance	Note G33	574	607
Passifs d'impôts exigibles		514	996
Passifs d'impôts différés	Note G34	7 875	8 844
Provisions	Note G35	731	113
Passifs nets au titre des pensions	Note G8	2 161	5 314
Passifs liés à des actifs destinés à la vente		-	759
Autres passifs	Note G36	9 427	14 206
Charges à payer et produits constatés d'avance	Note G37	14 580	17 585

Passifs subordonnés	Note G38	33 400	34 216
Total passif	Note G39	2 491 199	2 393 865
Intérêts minoritaires		6	4
Capital social		3 013	2 956
Réserve pour primes d'émission		5 628	3 204
Réserves		9 268	8 440
Bénéfices non distribués		102 222	97 322
Bénéfice de l'exercice, attribuable aux actionnaires de Svenska Handelsbanken AB		16 244	16 342
Total capitaux propres		136 381	128 268
Total passif et capitaux propres		2 627 580	2 522 133

II. — Compte de résultat consolidé du groupe.

(En millions de SEK.)

	Notes	2016	2015
Produit d'intérêts	Note G3	39 950	43 052
Charge d'intérêts	Note G3	-12 007	-15 312
Produits d'intérêts nets		27 943	27 740
Produits d'honoraires et de commissions	Note G4	10 780	10 975
Charges d'honoraires et de commissions	Note G4	-1 624	-1 655
Produits d'honoraires et de commissions nets		9 156	9 320
Plus/Moins-values nettes sur transactions financières	Note G5	3 066	2 608
Résultat des produits à risque – assurances	Note G6	142	157
Autre revenu de dividendes		228	281
Participation au résultat des sociétés associées	Note G19	25	17
Autres produits	Note G7	203	213
Total produits		40 763	40 336
Charges de personnel	Note G8	-12 542	-12 581
Autres charges	Note G9	-5 401	-5 203
Dotation aux amortissements et aux provisions pour dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	Note G24, G25	-495	-487
Total charges		-18 438	-18 271
Bénéfice avant pertes sur prêts		22 325	22 065
Pertes sur prêts nettes	Note G10	-1 724	-1 597
Plus/Moins-values sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	Note G11	32	7
Bénéfice d'exploitation		20 633	20 475
Impôts	Note G34	-4 401	-4 277
Bénéfice de l'exercice des activités courantes		16 232	16 198
Bénéfice de l'exercice enregistré par les activités abandonnées, après impôt	Note G12	13	145
Bénéfice de l'exercice		16 245	16 343
Attribuable aux			
Actionnaires de Svenska Handelsbanken AB		16 244	16 342
Intérêt minoritaire		1	1
Bénéfice par action, sur activités poursuivies, en SEK	Note G13	8,42	8,49
Après dilution	Note G13	8,30	8,32
Bénéfice par action, sur activités abandonnées, en SEK	Note G13	0,01	0,08
Après dilution	Note G13	0,01	0,07
Bénéfice par action sur la totalité des activités, en SEK	Note G13	8,43	8,57
Après dilution	Note G13	8,31	8,39

III. — État consolidé du résultat global du groupe.

(En millions de SEK.)

	2016	2015
Bénéfice de l'exercice	16 245	16 343
Autres éléments du résultat global		
Éléments ne pouvant pas être reclassés au compte de résultat		
Régimes de retraite à prestations déterminées	3 993	-3 152
Impôt sur les éléments ne pouvant pas être reclassés au compte de résultat	-876	688
Total des éléments ne pouvant pas être reclassés au compte de résultat	3 117	-2 464
Éléments pouvant être ultérieurement reclassés au compte de résultat		
Couvertures des flux de trésorerie	-3 145	-501
Instruments disponibles à la vente	-1 160	682
Écarts de conversion de l'exercice	1 183	-1 713
Dont couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger	-142	-394
Impôt sur des éléments pouvant être ultérieurement reclassés au compte de résultat	833	215
Dont couvertures des flux de trésorerie	692	110
Dont instruments disponibles à la vente	110	18
Dont couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger	31	87
Total des éléments pouvant être ultérieurement reclassés au compte de résultat	-2 289	-1 317
Total des autres éléments du résultat global	828	-3 781
Total du résultat global de l'exercice	17 073	12 562
Attribuable aux		
Actionnaires de Svenska Handelsbanken AB	17 072	12 562
Intérêt minoritaire	1	0

Les reclassements de l'exercice au compte de résultat sont présentés dans l'état des variations de capitaux propres.

Les activités abandonnées n'affectent que les écarts de conversion de l'exercice dans Autres éléments du résultat global.

En 2016, les autres éléments du résultat global ont totalisé 828 M SEK (-3 781) après impôt. A certaines périodes, les résultats de l'ensemble des autres éléments du résultat global sont susceptibles de fluctuer en raison de variations des taux d'actualisation, des taux de change et de l'inflation.

Les passifs au titre des régimes de retraite à prestations déterminées ont baissé et impacté les autres éléments du résultat global à hauteur de 3 117 M SEK après impôt, comparé à la période de comparaison où l'impact a été de -2 464 M SEK après impôt. Cette variation constatée sur l'exercice s'explique principalement par une augmentation du taux d'actualisation ressortant à 2,40 % (2,25) pour des engagements de retraite en Suède et par une augmentation de 17 % de la valeur des actifs des régimes de retraites en Suède depuis la fin de l'exercice 2015.

Les financements à long terme du Groupe sont pour la plupart couverts par des instruments dérivés, pour lesquels tous les flux de trésorerie font l'objet d'un appariement jusqu'à l'échéance. La couverture des flux de trésorerie gère le risque de variations de flux de trésorerie liées aux fluctuations des taux d'intérêt variables et des devises au titre des emprunts et des financements. Le financement sous-jacent et l'actif financé sont évalués au coût amorti, alors que les instruments dérivés qui couvrent ces éléments le sont à la valeur marchande. L'incidence de valorisation du marché sur le bénéfice/la perte est enregistrée dans les couvertures de flux de trésorerie. Au fil du temps, ces valeurs deviennent nulles à l'échéance pour chaque couverture individuelle, mais entraînent une volatilité des autres éléments du résultat global durant leur durée de validité. En 2016, les variations de valeurs des instruments dérivés au titre des couvertures de flux de trésorerie représentaient -2 453 M SEK (-391) après impôt. Les variations de valeurs résultent en partie des fluctuations de taux de change, mais principalement des variations des taux d'actualisation des monnaies concernées. Au cours de l'exercice sous revue, 5 millions de SEK (32) ont été reclassés au compte de résultat pour cause d'inefficacité.

Des variations latentes des valeurs des actifs financiers disponibles à la vente ont eu un effet négatif sur les autres éléments du résultat global à hauteur de -1 050 millions de SEK (700) après impôt au cours de l'exercice sous revue. Ce résultat négatif s'explique principalement par le fait que des revenus provenant de la vente d'actions à hauteur de 1 689 millions de SEK ont été comptabilisés au compte de résultat.

Les effets des variations latentes des taux de change, liés aux écritures de retraitement - dans la devise de présentation du Groupe - des filiales et des succursales étrangères, et l'effet de la couverture d'investissements nets dans des activités à l'étranger ont affecté les autres éléments du résultat global à hauteur de -1 214 millions de SEK (-1 626) après impôt durant l'exercice.

IV. - Rapport des Commissaires aux comptes

A l'Assemblée Générale des Actionnaires de Svenska Handelsbanken AB (publ)

Numéro d'identification de la société : 502007-7862

Rapport sur les comptes annuels et les comptes consolidés

Opinions

Nous avons vérifié les comptes annuels et les comptes consolidés de Svenska Handelsbanken AB (publ) pour l'exercice 2016. Les comptes annuels et les états consolidés de la société sont présentés aux pages 7 à 201 du présent document.

Selon nous, les comptes annuels ont été établis conformément à la Loi sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement et donnent une image sincère de la situation financière, dans tous ses aspects significatifs, de la société mère au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats financiers et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la Loi sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement. Les comptes consolidés ont été établis conformément à la Loi sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement et donnent une image sincère de la situation financière consolidée, dans tous ses aspects significatifs, au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats financiers et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à ladite date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées par l'UE, et à la Loi sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement.

Une déclaration de gouvernance d'entreprise a également été établie. Le rapport de gestion et la déclaration de gouvernance d'entreprise sont concordants avec les autres sections des comptes annuels et des comptes consolidés, et la déclaration de gouvernance d'entreprise est conforme à la Loi sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement.

Nous recommandons par conséquent à l'Assemblée Générale des Actionnaires d'approuver les comptes de résultat et les bilans de la société mère et du groupe.

Fondement de nos opinions

Nous avons procédé à nos vérifications conformément aux normes ISA (Normes Internationales d'Audit) et aux normes d'audit généralement admises en Suède. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilité du Commissaire aux comptes. Nous sommes indépendants de la société mère et du groupe conformément au Code de Déontologie des experts-comptables en Suède et nous nous sommes sinon acquittés de nos responsabilités éthiques conformément à ces obligations.

Nous estimons que les éléments probants recueillis durant notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder nos opinions.

Questions clés soulevées par l'audit

Les questions clés soulevées par l'audit sont celles qui, selon notre appréciation professionnelle, revêtaient le plus d'importance dans le cadre de notre vérification des comptes annuels et des comptes consolidés de l'exercice sous revue. Ces questions ont été prises en compte dans le cadre de notre audit, et dans la formulation de notre opinion sur celles-ci, sur les comptes annuels et les comptes consolidés dans leur globalité ; nous ne présentons pas toutefois d'opinion sur chacune de ces thématiques.

Provisions pour risque de crédit et dépréciation de prêts

Des informations détaillées et une description de la question clé soulevée par l'audit sont données dans les comptes annuels et les comptes consolidés. Les expositions au risque de crédit et la gestion du risque crédit sont décrites à la note G2 à partir de la page 82. Les pertes déclarées sont indiquées à la note G10. Des informations concernant la société mère sont présentées aux notes P2 et P10. Les principes comptables applicables au groupe sont décrits à la section 9 de la note G1, page 74. La note P1 montre que les principes comptables appliqués par la société mère en matière de provisions pour dépréciation de prêts sont conformes aux principes comptables du groupe.

Description de la question clé soulevée par l'audit

Le modèle économique de Handelsbanken repose sur la prise de risques de crédit dans le commerce de détail. Le modèle implique que le groupe ne prend que des risques de crédit qui sont conformes à l'approche restrictive du groupe en matière de risques. Le groupe s'efforce de réduire au minimum tous les autres risques, tels que les risques de marché et les risques de liquidité.

Le portefeuille de crédit de la société mère s'élevait à 1 710 601 millions de SEK au 31 décembre 2016, ce qui représentait 90 pour cent de l'actif total de la société. L'exposition totale au risque de crédit de la société mère, y compris les éléments hors bilan, s'élève à 2 383 944 millions de SEK, correspondant à 126 pour cent de l'actif total de la société. La provision pour pertes sur prêts de la société mère s'élevait à -1 730 millions de SEK.

Le portefeuille de crédit du groupe s'élevait à 2 380 972 millions de SEK au 31 décembre 2016, ce qui représentait 91 pour cent de l'actif consolidé total. L'exposition totale au risque de crédit du groupe, y compris les éléments hors bilan, s'élève à 2 967 402 millions de SEK, correspondant à 113 pour cent de l'actif total du groupe. La provision pour pertes sur prêts du groupe s'élevait à -1 724 millions de SEK.

Les provisions pour pertes sur prêts de la société mère et du groupe correspondent aux meilleures estimations de la direction des pertes potentielles subies dans le portefeuille de prêts à la date de clôture du bilan. La provision est calculée soit individuellement pour des prêts impayés ou collectivement pour des groupements de prêts similaires. 95 pour cent et 94 pour cent des pertes sur prêts déclarées représentent des provisions spécifiques pour des créances évaluées individuellement dans la société mère et dans le groupe.

En raison du volume des opérations de crédit et du fait que l'exposition au risque de crédit représente le principal risque de la société mère et du groupe, et en raison de l'incertitude inhérente à la comptabilisation de provisions pour créances douteuses étant donné qu'elles sont basées sur des évaluations faites par la direction d'un grand nombre d'observations internes et externes, y compris des estimations des flux de trésorerie futurs et de l'incertitude liée à l'évaluation de ces flux, ce point a été considéré comme la question la plus importante soulevée dans le cadre de l'audit de Handelsbanken.

Réponse dans l'audit

Nous avons examiné par sondage la conception et l'efficacité des principales procédures de contrôles ponctuant le processus de crédit mis en place par la société mère et par le groupe, y compris l'approbation des crédits, l'examen des crédits, le classement des notations, l'identification et la détermination des crédits pour lesquels il faut des réserves. Les contrôles effectués comprennent des contrôles manuels ainsi que des contrôles automatiques dans les systèmes d'application. Nous avons également examiné les contrôles informatiques dans leur ensemble, y compris la gestion des accès à ces systèmes.

Nous avons contesté l'évaluation de la valeur recouvrable des flux de trésorerie futurs pour des provisions spécifiques constituées pour des prêts évalués individuellement par les responsables d'agence, la direction des banques régionales, le département central du crédit et la direction de la société.

Pour les prêts évalués selon des modèles de provisionnement collectifs, nous avons contesté les hypothèses des modèles. Nous avons également vérifié par sondage les données d'entrée des modèles et l'exactitude des calculs.

Nous avons apprécié les faits présentés dans les états financiers et la pertinence des informations fournies à titre de descriptif des hypothèses utilisées par la direction.

Nous avons également examiné les travaux de vérification effectués par le service d'audit interne de Handelsbanken.

Évaluation des instruments financiers lorsque des prix de marché ne sont pas disponibles

Des informations détaillées et l'énoncé de la question clé soulevée par l'audit sont donnés dans les comptes annuels et les comptes consolidés. Des instruments financiers évalués à leur juste valeur sont spécifiés à la note G40 pour le groupe et à la note P34 pour la société mère. Les principes comptables applicables au groupe sont décrits à la section 9 de la note G1, page 75. La Note P1 atteste que les principes comptables appliqués par la société mère en matière d'instruments financiers évalués à leur juste valeur sont conformes aux principes comptables du groupe.

Description de la question clé soulevée par l'audit

Handelsbanken détient des instruments financiers évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, pour lesquels des prix de marché actuels ne sont pas disponibles, dès lors la juste valeur est déterminée par le biais de modèles d'évaluation basés sur des données de marché. Ces instruments financiers sont classés comme étant de niveau 2 selon la hiérarchie d'évaluation de la norme IFRS. Handelsbanken détient un nombre limité d'instruments financiers dont la juste valeur est déterminée par le biais de modèles d'évaluation où la valeur est tributaire de données d'entrée qui ne peuvent être vérifiées par référence à des données de marché extérieures. Ces instruments financiers sont classés comme étant de niveau 3 selon la hiérarchie de juste valeur de la norme IFRS.

La société mère possède des actifs financiers et des passifs financiers de niveau 2 s'élevant respectivement à 95 957 millions de SEK et à 60 286 millions de SEK. Les actifs et passifs financiers de niveau 3 s'élèvent respectivement à 2 354 millions de SEK et à 762 millions de SEK. Les actifs et passifs financiers de niveau 2 représentent un total de 8 pour cent de l'actif total de la société, alors que les actifs et passifs financiers de niveau 3 correspondent à 0,2 pour cent de l'actif total.

Au niveau du groupe, les actifs et passifs financiers de niveau 2 s'élèvent respectivement à 94 270 millions de SEK et à 37 533 millions de SEK et les actifs et passifs financiers de niveau 3 s'élèvent respectivement à 2 616 millions de SEK et à 762 millions de SEK. Ainsi, les actifs et passifs financiers de niveau 2 représentent un total de 5 pour cent de l'actif total, alors que les actifs et passifs financiers de niveau 3 correspondent à 0,1 pour cent de l'actif total.

La majorité des instruments dérivés du groupe, y compris des swaps de taux d'intérêt et d'autres types de dérivés linéaires sur devises et d'obligations de société sont des instruments financiers de niveau 2. Les obligations de société et les instruments dérivés de niveau 2 sont évalués par le biais de modèles d'évaluation basés sur des taux d'intérêt du marché et autres prix du marché.

Les instruments financiers de niveau 3, en quantité relativement limitée, consistent principalement en des parts non cotées dans des activités de coentreprise liées aux opérations de Handelsbanken et des investissements dans le secteur des assurances compris dans le calcul de la répartition du rendement dans les opérations d'assurance, qui ne sont pas directement comptabilisés au compte de résultat.

L'évaluation des instruments financiers de niveau 2 comportent des estimations effectuées par la direction, puisqu'elles sont évaluées en utilisant des modèles. Par conséquent, ces instruments financiers sont considérés comme constituant un point clé de l'audit.

Réponse dans l'audit

Nous avons examiné par sondage les principaux contrôles ponctuant le processus d'évaluation, y compris les hypothèses de la direction et les méthodes utilisées dans des calculs basés sur des modèles, la vérification de la qualité des données et la gestion des évolutions des modèles d'évaluation internes. Les contrôles examinés comprennent des contrôles manuels ainsi que des contrôles automatiques dans les systèmes d'application. Nous avons également examiné les contrôles informatiques dans leur ensemble, y compris la gestion des accès à ces systèmes.

Nous avons fait appel à nos spécialistes d'évaluation internationaux pour contester les méthodes et les hypothèses utilisées dans l'évaluation des instruments financiers lorsque des prix de marché ne sont pas disponibles.

Nous avons apprécié les méthodes contenues dans les modèles d'évaluation en comparaison avec les directives applicables en matière de valorisations et les pratiques de la profession.

Nous avons comparé les hypothèses de la direction avec des points de références appropriés et des sources d'informations sur les prix et nous avons examiné les écarts significatifs. Nous avons également vérifié l'exactitude des calculs en procédant par sondages et effectué nos propres évaluations indépendantes.

Nous avons apprécié les faits présentés dans les états financiers et la pertinence des informations fournies à titre de descriptif des hypothèses utilisées par la direction.

Nous avons également examiné les travaux de vérification effectués par le service d'audit interne de Handelsbanken.

Informations autres que les comptes annuels et les comptes consolidés

La version papier du Rapport Annuel contient également des informations autres que les comptes annuels et les comptes consolidés établis en bonne et due forme et celles-ci sont présentées aux pages 1 à 5 et 218 à 219. Le Conseil d'Administration et le Directeur Général sont responsables de ces autres informations.

Notre opinion sur les comptes annuels et les comptes consolidés ne couvre pas ces autres informations et nous ne donnons aucune assurance et n'exprimons aucune conclusion sur ces autres éléments.

Dans le cadre de notre vérification des comptes annuels et des comptes consolidés, il nous incombe de lire les informations désignées ci-dessus et de décider si ces autres informations sont matériellement incompatibles avec les comptes annuels et les comptes consolidés. Dans le cadre de cette procédure, nous nous appuyons également sur nos connaissances acquises lors de l'audit et évaluons si ces informations semblent contenir des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués concernant ces informations, nous concluons qu'il existe des anomalies significatives au regard de ces autres informations, nous avons le devoir de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à ce titre.

Responsabilités du Conseil d'Administration et du Directeur Général

Le Conseil d'Administration et le Directeur Général sont responsables de l'établissement des comptes annuels et des comptes consolidés et de leur présentation fidèle conformément à la Loi sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement et concernant les comptes consolidés, selon les normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE. Le Conseil d'Administration et le Directeur Général sont responsables du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels et de comptes consolidés exempts d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des comptes annuels et des comptes consolidés, le Conseil d'Administration et le Directeur Général sont responsables de l'appréciation de la continuité d'exploitation de la société mère et du groupe. Ils divulguent, le cas échéant, des informations afférentes à la continuité d'exploitation et à l'utilisation du principe de la continuité d'exploitation dans la comptabilité. Le principe de continuité d'exploitation ne s'applique pas si le Conseil d'Administration et le Directeur Général ont l'intention de liquider la société, de cesser l'activité ou s'ils n'ont pas d'autre possibilité réaliste que d'agir ainsi.

Le comité d'audit devra entre autres, sans préjudice des responsabilités et des tâches incombant en général au Conseil d'Administration, surveiller le processus de reporting financier de l'entreprise.

Responsabilité du Commissaire aux comptes

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels et les comptes consolidés globalement ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport du Commissaire aux comptes renfermant nos opinions. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais non une garantie que l'audit effectué selon les normes ISA et les normes d'audit généralement admises en Suède pourra toujours déceler une anomalie significative, s'il en existe.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, l'on pourrait raisonnablement croire qu'elles influenceraient les décisions économiques des lecteurs prises sur la base de ces comptes annuels et de ces comptes consolidés.

Dans le cadre de l'audit selon les normes ISA, nous exerçons notre appréciation professionnelle et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. En outre :

— Nous identifions et évaluons le risque d'anomalies significatives dans les comptes annuels et les comptes consolidés, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et nous définissons et réalisons des procédures d'audit en réponse à ces risques et recueillons des éléments probants durant notre audit qui sont suffisants et pertinents pour étayer nos opinions. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que pour une anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, des faux, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou le contournement des contrôles internes.

— Nous effectuons des analyses afin de comprendre les procédures de contrôle internes pertinentes pour notre audit dans le but de concevoir des procédures d'audit appropriées, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société.

— Nous apprécions la pertinence des politiques comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par le Conseil d'Administration et le Directeur Général.

— Nous tirons des conclusions quant à l'utilisation par le Conseil d'Administration et par le Directeur Général du principe de continuité d'exploitation dans le cadre de l'établissement des comptes annuels et des comptes consolidés. Nous tirons également une conclusion, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence ou non d'une incertitude significative concernant les événements ou les conditions qui pourraient faire planer le doute quant à la continuité de l'exploitation de la société et du groupe. Si nous concluons à l'existence d'une telle incertitude significative, nous avons l'obligation d'attirer l'attention, dans notre rapport du Commissaire aux comptes, sur les informations connexes contenues dans les comptes annuels et les comptes consolidés ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion quant aux comptes annuels et aux comptes consolidés. Nos conclusions sont basées sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date d'établissement de notre rapport du Commissaire aux comptes. Cependant, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire à la cessation de la continuité de l'exploitation d'une société ou d'un groupe.

— Nous évaluons la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels et des comptes consolidés dans leur ensemble, y compris les informations fournies, et décidons si les comptes annuels et les comptes consolidés reflètent fidèlement les transactions et les événements sous-jacents.

— Nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières sur les entités ou les activités du groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de l'exécution de l'audit du groupe. Nous demeurons seuls responsables de nos opinions.

Nous devons informer le Conseil d'Administration, entre autres, de la portée et du calendrier prévus de l'audit. Nous devons également l'informer des constatations significatives énoncées pendant notre audit, y compris des lacunes majeures en matière de contrôle interne que nous identifions.

Nous devons également fournir au Conseil d'Administration une déclaration attestant du fait que nous nous conformons aux règles pertinentes de déontologie tout en les informant de toutes relations et autres questions qui pourraient raisonnablement être considérées comme pouvant influencer sur notre indépendance, et le cas échéant, les garanties y afférentes.

À partir des informations partagées avec le Conseil d'Administration, nous déterminons les questions qui revêtent la plus grande importance dans l'audit des comptes annuels et des comptes consolidés, y compris les risques d'anomalies significatives évaluées comme étant les plus importants. Ces questions constituent les points clés soulevés dans le cadre de l'audit. Nous exposons ces questions dans le rapport du Commissaire aux comptes, à moins que la législation ou les règlements en interdisent la divulgation, ou lorsque, dans de rares circonstances, nous décidons de ne pas divulguer un point dans le rapport du Commissaire aux comptes, parce que l'on pourrait raisonnablement supposer que les conséquences néfastes d'une telle divulgation l'emporteraient sur l'intérêt général procuré par une telle communication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Opinions

En plus de notre audit des comptes annuels et des comptes consolidés, nous avons également vérifié la gestion du Conseil d'Administration et du Directeur Général de Svenska Handelsbanken AB (publ) pour l'exercice 2016 et l'affectation proposée du bénéfice ou de la perte de la société.

Nous recommandons à l'Assemblée Générale des actionnaires d'affecter le bénéfice selon la proposition soumise dans le rapport de gestion et de donner quitus aux membres du Conseil d'Administration et au Directeur Général pour l'exercice financier sous revue.

Fondement de nos opinions

Nous avons procédé à nos vérifications conformément aux normes d'audit généralement admises en Suède. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilité du Commissaire aux comptes. Nous sommes indépendants de la société mère et du groupe conformément au Code de Déontologie des experts-comptables en Suède et nous nous sommes sinon acquittés de nos responsabilités éthiques conformément à ces obligations.

Nous estimons que les éléments probants recueillis durant notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder nos opinions.

Responsabilités du Conseil d'Administration et du Directeur Général

Le Conseil d'Administration est responsable de la proposition d'affectations du bénéfice ou de la perte de la société. Lorsqu'il est proposé de distribuer un dividende, il convient de déterminer le caractère justifiable de ce dividende au vu des exigences que le type d'activité, la taille et les risques du groupe imposent en matière d'importance des fonds propres de la société mère et du groupe, de consolidation, de liquidités et au regard de leur situation en général.

Le Conseil d'Administration est responsable de l'organisation et de la gestion des affaires de la société. Cette mission inclut entre autres l'appréciation constante de la situation financière de la société et du groupe et l'assurance que l'organisation du groupe est conçue pour garantir que la comptabilité, la gestion des actifs et toutes les autres transactions financières de la société sont contrôlées de façon rassurante.

Le Directeur Général gère l'administration des activités courantes selon les directives et les instructions données par le Conseil d'Administration et, entre autres, prend les mesures nécessaires à la tenue de la comptabilité conformément à la loi et assure une gestion rassurante des actifs.

Responsabilité du Commissaire aux comptes

Notre objectif concernant l'audit de la gestion et donc le quitus à donner, est de recueillir des éléments probants permettant d'apprécier avec un niveau d'assurance raisonnable si tout membre du Conseil d'Administration ou le Directeur Général a, de manière significative :

— commis tout acte ou s'est rendu coupable de toute omission qui pourrait engager la responsabilité de la société, ou

— agi d'une quelconque manière en violation de Loi sur les sociétés, la loi sur les banques et le financement des entreprises, la Loi sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement ou les Statuts.

Notre objectif concernant l'audit d'affectation proposée du bénéfice ou de la perte de la société, nous permettant à ce titre de formuler une opinion à cet égard, est d'apprécier avec un niveau d'assurance raisonnable si la proposition est conforme à la Loi sur les sociétés.

L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais non une garantie que l'audit effectué selon les normes d'audit généralement admises en Suède pourra toujours détecter des actions ou omissions qui peuvent engager la responsabilité de la société, ou que l'affectation proposée du bénéfice ou de la perte de la société ne sera pas conforme à la Loi sur les sociétés.

Dans le cadre de l'audit effectué selon les normes d'audit généralement admises en Suède, nous exerçons notre appréciation professionnelle et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. L'examen de la gestion et de l'affectation proposée du bénéfice ou de la perte de la société repose essentiellement sur l'audit de la comptabilité. Les procédures d'audit supplémentaires mises en œuvre relèvent de notre appréciation professionnelle en focalisant notre intérêt de prime abord sur l'analyse du risque et du principe de l'importance relative. Cela signifie que nous concentrons nos vérifications sur les actions, les domaines et les relations qui ont une importance au regard des transactions effectuées et où les écarts et les violations influeraient plus spécifiquement sur la situation de la société. Nous examinons et vérifions les décisions prises, l'appui conféré aux décisions, les actions entreprises et d'autres circonstances pertinentes à la formulation de notre opinion en matière de quitus. Pour fonder notre opinion sur l'affectation du bénéfice ou de la perte de l'entreprise proposée par le Conseil d'Administration, nous avons examiné la déclaration

dûment motivée du Conseil d'Administration et une sélection d'éléments probants afin de pouvoir juger si la proposition est conforme à la Loi sur les sociétés.

Stockholm, le 16 février 2017

KPMG AB
Anders Bäckström
Commissaire aux comptes agréé

Ernst & Young AB
Jesper Nilsson
Commissaire aux comptes agréé

V. - Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse de la Succursale : 7, Rue Drouot – 75009 Paris.

1704430